Les Afrancesados, *entre réformisme et contre-révolution*

Gérard Dufour

Une question de mots

Avant de tenter de préciser quelle fut la pensée politique des *afrancesados*, il convient de préciser ce terme qui fait ambiguïté en espagnol. On qualifie en effet d'*afrancesado* tout personnage qui, sous les règnes de Charles III et de Charles IV a manifesté, le plus souvent avec affectation, son admiration pour les Français de son époque et a tenté de les imiter. Et ce, dans tous les domaines : politique et économique (Olavide), littéraire (Cadalso), religieux (les prétendus « jansénistes »), philosophique (Luis Gutiérrez), ou encore tout bonnement en suivant aveuglément les modes venues de Paris (les *madamas* et *petimetres* dont se gaussait Ramón de la Cruz dans ses *sainetes*)[1]. Mais on qualifie aussi d'*afrancesados* tous ceux qui ont approuvé, en 1808, le changement dynastique imposé par Napoléon et ont embrassé la cause de Joseph I.

Certains personnages, il est vrai, sont passés de façon quasiment insensible (voire naturelle) de *l'afrancesamiento* intellectuel à *l'afrancesamiento* politique. C'est le cas, par exemple, du juriste et poète Juan Meléndez Valdés. Pour l'hispaniste français George Demerson (qui lui consacra sa thèse), c'est lui, Meléndez Valdés, qui méritait d'être qualifié d'*afrancesado* par anthonomase, et non point Olavide (mort en 1802) qui avait été ainsi désigné par mon maître, l'historien Marcelin Défourneaux dans le titre de sa propre thèse, parue deux ans plus tôt[2].

---

1 Sur ce type *d'afrancesamiento,* cf. Lucien Dupuis, « À propos d'*Afrancesamiento* », *Caravelle* n° 1 (1963), p. 141-147. Sur le « jansénisme » (au sens que l'on donne en Espagne à ce terme) comme « modalité religieuse de l'*Ilustración* », voir Marcelin Defourneaux, « Jansénisme et régalisme dans l'Espagne du XVIIIe siècle » *Caravelle* n° 11 (1968), p. 163-180.

2 Georges Demerson, *Don Juan Meléndez Valdés et son temps (1754-1817),* Paris, Librairie Klincksieck, 1961, p. 13.

En fait, cette polémique était stérile. Sans parler des *madamas* et *petimetres*, qui eux ne pensaient pas, et quand ils pensaient, ne pensaient à rien, et surtout pas à la politique, on ne peut en effet établir de rapport systématique entre *afrancesamiento* culturel et *afrancesamiento* politique. Si l'on trouve, chez les partisans de Joseph I de grands admirateurs des lettres françaises, comme Urquijo, Meléndez Valdés et Moratín, Quintana et Gallardo, qui ne leur cèdent en rien en ce domaine, furent dans le camp opposé. Mais il s'est trouvé aussi des hommes qui avaient combattu la « funeste influence » des idées françaises et furent de zélés partisans de la nouvelle dynastie : le chanoine de Tolède et Conseiller d'État Juan Antonio Llorente, et l'archevêque de Saragosse, Ramón de Arce, Patriarche des Indes et Grand Aumônier de Joseph, dont il fut l'homme de confiance. L'un et l'autre avaient appartenu au Saint-Office de l'Inquisition (le premier, comme simple secrétaire du tribunal de Madrid, le second comme inquisiteur général). Ni l'un ni l'autre ne s'étaient jamais offusqués des condamnations prononcées contre des auteurs français comme Voltaire, Rousseau et même Bossuet ou Fénelon[3].

Il serait donc utile de distinguer dans le langage les *afrancesados* des règnes de Charles III et Charles IV des *afrancesados* de la Guerre d'Espagne ou Guerre d'Indépendance. Mais la quête des synonymes tourne court. L'*ilustrado* (homme des Lumières) n'est pas obligatoirement *afrancesado* comme Jovellanos, par exemple, qui est beaucoup plus influencé par l'Angleterre que par la France. Et l'on peut aussi être *afrancesado* (comme nos *petimetres* et *madamas*) sans même savoir qu'il existe des Lumières, au sens philosophique du terme. En revanche, pour ce qui est de l'*afrancesamiento* politique, on peut songer au terme de *joséphains* (ou *joséphins*, on trouve les deux orthographes) utilisé par l'administration impériale lorsqu'elle vint à l'aide de ceux qui durent se réfugier en France à la suite de la défaite de Vitoria. Mais on perd la connotation injurieuse et méprisante qui est attachée au mot d'*afrancesado*.

---

3 Sur Juan Antonio Llorente, on consultera notre thèse, *Juan Antonio Llorente en France (1813-1822). Contribution à l'étude du libéralisme chrétien en France et en Espagne dans la première moitié du XIXe siècle*, Genève, Droz, 1982 ; Enrique de La Lama Cereceda, *J.A. Llorente. Un ideal de burguesía. Su vida y su obra hasta su exilio en Francia (1756-1813)*, Pamplona, Universidad de Navarra, 1991 et Francisco Fernandez Pardo, *Juan Antonio Llorente, « español maldito », presentación de Ignacio Tellechea Idígoras, prólogo de Miguel Artola Gallego*, sans indication de lieu, 2002 ; sur Arce, en attendant la thèse actuellement préparée par José María Calvo (cf. *infra*), on se reportera à notre article « Don Ramón de Arce, Arzobispo de Zaragoza, Patriarca de las Indias e Inquisidor General » in Gérard Dufour, « Higueruela del Pino (Leandro) y Barrio Gozalo (Maximiliano) », *Tres figuras del clero afrancesado*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1987, p. 147-194.

On s'en tiendra donc là et on continuera à utiliser le concept d'*afrancesamiento* dans l'un et l'autre cas. Mais on retiendra qu'il n'y a pas de rapport de causalité nécessaire entre l'*afrancesamiento* des joséphains et celui des *ilustrados*. Ce n'est ni la faute à Voltaire, ni la faute à Rousseau (du moins, pas toujours) si d'aucuns embrassèrent la cause des Napoléon (comme on disait alors). Alors, pourquoi décidèrent-ils de coopérer (souvent avec enthousiasme et détermination) avec l'occupant ?

Une histoire récente

On peut aujourd'hui savoir qui furent les partisans de Joseph I et les motifs de leur engagement. Pourtant, leur conduite a fait l'objet d'un long silence. La période 1814-1820 avait vu se multiplier toutes sortes de publications à leur sujet. Il y avait eu tout d'abord des pamphlets contre les « plus célèbres traîtres » (*los más famosos traidores*), pour reprendre l'expression du plus virulent de leurs dénonciateurs, le Père Martínez[4], qui, selon Meléndez Valdés, avait été pendant la guerre d'une rare obséquiosité et servilité envers le général Kellerman[5]. Pour défendre leur honneur devant l'opinion publique française et espagnole, les *afrancesados* répondirent par des mémoires et autres représentations parmi lesquelles celle d'Amorós l'emporte par la virulence et celles d'Azanza et O'Farril, par la mesure[6]. Mais passée cette date de 1820 à laquelle Andrés Muriel mit un terme à ces plaidoyers *pro domo* en publiant une brochure qui posait très exactement la question des *afrancesados*, c'est-à-dire, non pas en termes individuels, mais politiques (*Los afrancesados o una cuestión de política*)[7], ce sera le silence le plus absolu.

---

4 *Los famosos traidores refugiados en Francia convencidos de sus crímenes y justificación del Real decreto de 30 de mayo por FMMMC,* Madrid, Imprenta Real, 1814*; Nuevos documentos para continuar la historia de algunos famosos traidores refugiados en Francia. Respuesta de F. M. Martínez a la carta que desde Montpellier le escribió el Ilmo. Sr. Santander, Obispo auxiliar de Zaragoza y al apéndice a la representación que D. Francisco Amorós « soi-disant » Consejero de Estado español dirige a S.M. el Rey D. Fernando VII,* Madrid, Imprenta Real, 1815

5 Meléndez Valdés, lettre à don José Miguel de Azanza, duc de Santa Fe (Montpellier, 24 sept. 1914), *Obras completas*, Madrid, Turner, Biblioteca Castro, t. III, 1997, p. 418.

6 Gérard Dufour, et Aline Vauchelle-Haquet, « De l'autobiographie politique : le cas des Afrancesados », *L'Autobiographie en Espagne*, Aix-en-Provence, PUP, 1982, p. 133-147.

7 *Los Afrancesados o una cuestión de política,* Paris, Rougeron, 1820.

Cette volonté manifeste d'oublier jusqu'au nom de ceux qui avaient été des traîtres à leur patrie sera brisée pour la première fois en 1912 par Méndez Berajano qui publia une brève *Historia política de los afrancesados*[8]. En 1953, Miguel Artola reprit ce sujet[9]. Toutefois, malgré l'intérêt considérable de ce travail, s'agissait-il davantage d'une étude de la politique du gouvernement de Joseph I que des *afrancesados* eux-mêmes. Hans Juretschke, après une biographie consacrée à Alberto Lista, également publiée en 1953[10], tenta de cerner leur personnalité, sans doute prématurément, en 1963[11]. Mais ce ne fut qu'en 2001 qu'on put compter sur une étude d'ensemble et de grande qualité, *Los famosos traidores. Los afrancesados durante la crisis del Antiguo Régimen (1808-1833)* de Juan López Tobar[12]. Cet ouvrage venait à la suite de nombreux travaux comme ceux, tout à fait considérables réalisés par Juan Mercader Riba sur le règne de Joseph I et la structure de l'état bonapartiste[13]. L'auteur disposait également d'un certain nombre de biographies, plus ou moins complètes, (sur Juan Meléndez Valdés, Juan Antonio Llorente, Ramón de Arce[14], Sebastián de Miñano[15], José Marchena[16], José de Mazarredo[17], Sempere y

---

8 Mario Mendez Berajano, *Historia política de los Afrancesados*, Madrid, Sucesores de Hernando, 1912.

9 Miguel Artola, *Los Afrancesados. Prólogo de G. Marañón*, Madrid, Sociedad de Estudios y Publicaciones, 1953. Cet ouvrage a fait l'objet de trois rééditions dont la dernière a été publiée à Barcelone par les éditions Altaya en 1993.

10 Hans Juretschke, *Vida y pensamiento de Alberto Lista,* Madrid, CSIC, 1951.

11 *Los afrancesados en la Guerra de la Independencia, su génesis, desarrollo y consecuencias históricas,* Madrid, Rialp, 1963

12 Juan Lopez Tobar, *Los famosos traidores. Los afrancesados durante la crisis del Antiguo Régimen (1808-1833),* Madrid, Biblioteca Nueva, 2001.

13 Juan Mercader Riba, *José Bonaparte, rey de España 1808-1813*, Madrid, CSIC, 1971 ; *José Bonaparte, rey de España 1808-1813. Estructura del estado bonapartista*, Madrid CSIC, 1981.

14 Sur Juan Meléndez Valdés, Juan Antonio Llorente et Ramón de Arce, cf. *supra*, notes 2 et 3.

15 Ana María Berazaluce, *Sebastián de Miñano y Bedoya* (1779-1845), Pamplona, EUNSA, 1983, et surtout Claude Morange, « Sebastián de Miñano durante la Guerra de la Independencia », *Trienio. Ilustración y liberalismo*, n°s 31 (1998), p. 13-45 ; 33 (1999), p. 5-51; 34 (1999), p. 31-79; 35 (2000), p. 5-55, ainsi que *Paleobiografía (1779-1819) del 'Pobrecito holgazán' Sebastián de Miñano y Bedoya*, Salamanca, Ediciones Universidad de Salamanca, 2002.

16 Juan Francisco Fuentes Aragone, *José Marchena. Biografía política e intelectual*, Barcelona, Crítica, 1989.

17 Emilio Gonzalez Lopez, *El almirante don José de Mazarredo, ministro de Marina de José Bonaparte, Capitán General de Galicia,* La Coruña, Paraíso del Turismo, 1992.

Guarinos[18], Arnao[19] et Badía y Leblich[20]) ainsi que de nombreuses études locales au premier rang desquelles on citera *Barcelona durante la ocupación francesa (1808-1814)* de Juan Mercader Riba[21], *Sevilla napoleónica* de Manuel Moreno Alonso[22], *La diócesis de Toledo durante la guerra de la Independencia* de Leandro Higueruela del Pino[23] et *Entre la guerra y la paz. Jaén (1808-1814)* de Manuel López Pérez et Isidoro Lara Martín-Portugués[24]. Le clergé, (auquel nous avions consacré deux tables rondes à Aix-en-Provence en 1985 et 1986[25] et qui fit l'objet de l'attention de Joan Bada pour ce qui concerne Barcelone[26]), le théâtre pendant la guerre d'indépendance[27], l'émigration des *afrancesados* avaient également attiré l'attention des chercheurs[28]. Enfin, divers textes d'afrancesados avaient été réédités, voire édités pour la première fois, avec de substantielles introductions ou notes de présentation[29]. Juan López Tobar pouvait donc

---

18 Juan Rico Gimenez, *De la ilustración al liberalismo (el pensamiento de Sempere y Guarinos),* Alicante, Instituto de Cultura Juan Gil-Albert, 1997.

19 Aline Vauchelle-Haquet, « Un afrancesado refugiado en Francia : Vicente González Arnao », *Trienio. Ilustración y liberalismo*, n° 9 (1987), p. 177-185.

20 Anny Garcia-Whebe, *Contribution à l'étude biographique de Domingo Badía y Leblich (présentation de documents). Thèse pour le doctorat de Spécialité (3e cycle)*, Université Paul-Valéry-Montpellier III, 1973 (texte dactylographié).

21 Juan Mercader Riba, *Barcelona durante la ocupación francesa (1808-1814)*, Madrid, CSIC, 1949.

22 Manuel Moreno Alonso, *Sevilla napoleónica*, Sevilla, Alfar, 1995.

23 Leandro Higueruela del Pino, *La diócesis de Toledo durante la guerra de la Independencia,* Toledo, Zocodover, 1983.

24 Manuel Lopez Martinez, Lara Martin-Portugues, *Entre la guerra y la paz (1808-1814),* Granada, Universidad de Granada - Ayuntamiento de Jaén, 1993.

25 *El clero afrancesado*, Aix-en-Provence, PUP, 1986 et *Tres figuras del clero afrancesado (D. Félix Amat, D. Vicente Román Gómez, D. Ramón José de Arce)*, Aix-en-Provence, PUP, 1987.

26 Joan Bada, *L'eglésia de Barcelona en la crisis de l'Antic Règim (1808-1833)*, Barcelona, Facultat de teología de Barcelona, Herder, 1986.

27 Emmanuel Larraz, *Théâtre et politique pendant la guerre d'Indépendance espagnole : 1818-1814,* Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1988.

28 Aline Vauchelle et Gérard Dufour, « Les Espagnols naturalisés Français et les Espagnols ayant obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en France de 1814 à 1831 », *Exil politique et migration économique. Espagnols et Français aux XIXe-XXe siècles,* Paris, Éditions du CNRS, 1991, p. 31- 51 ; L. Barbastro Gil, *Los afrancesados : primera emigración política del siglo XIX español (1813-1820)* Alicante, Instituto de Cultura Juan Gil-Albert, 1993.

29 On dispose maintenant de la *Memoria de don José Azanza y don Gonzalo* O'Farril, publiée par Miguel Artola dans les *Memorias del tiempo de Fernando VII,* Madrid, BAE XCVII, Madrid, 1957, p. 275-372 ; de plusieurs œuvres de Juan Antonio Llorente : la *Memoria histórica sobre cuál ha sido la opinión n acional de España acerca del*

prétendre réaliser la synthèse de tous ces travaux, ce qu'il a fait avec brio, même s'il a omis de consulter quelques-unes des publications de ses devanciers. Son analyse s'appuyait également sur une importante recherche personnelle dans les archives françaises et espagnoles. Mais son principal mérite, c'est d'avoir examiné l'attitude politique des *afrancesados* non pas seulement pendant la Guerre d'Indépendance, voire jusqu'à la fin de leur bannissement en 1820, mais en poussant les limites chronologiques jusqu'à la mort de Ferdinand VII, en 1833. De la sorte, l'*afrancesamiento* n'était plus perçu comme une réponse occasionnelle à un phénomène conjoncturel, mais comme la manifestation d'une véritable idéologie, parfaitement visible alors même que Joseph avait cessé depuis longtemps de régner. Ajoutons que, depuis la publication en 2001 de *Los famosos traidores. Los afrancesados durante la crisis del Antiguo Régimen*, d'autres travaux ont vu le jour, comme la biographie consacrée à Pedro Estala par María Elenas Arenas Cruz[30] ou la thèse que Rafael Fernández Sirvent a soutenue en 2004 à l'Université d'Alicante sur *Francisco Amorós Ondeano*[31]. Un autre personnage important de la Cour de Joseph I fait également l'objet

---

tribunal de la Inquisición de Juan Antonio Llorente, que nous avons rééditée avec une introduction (en français) aux PUF en 1977, le *Discurso sobre el orden de procesar en los tribunales de la Inquisición* qui était resté inédit et a été publié pour la première fois sous le titre plus commercial de *Los procesos de la Inquisición* par Enrique de la Lama Cereceda, Pamplona, ed. Eunate, [1995] et la *Noticia biográfica,* publiée par Antonio Márquez, Madrid, Taurus, 1982. Le journal intime et la correspondance de Leandro Fernández de Moratín ont également été édités: *Diario. Mayo 1780-marzo 1808, edición anotada por René y Mireille* Andioc, Madrid, Castalia, 1968 et *Epistolario; edición, introducción y notas de René Andioc,* Madrid, Castalia, 1973. On dispose également des œuvres complètes de Meléndez Valdés (*op. cit.*) et de José Marchena, *Obra española en prosa (historia, política, literatura), edición a cargo de Juan Francisco Fuentes*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1990, des principales œuvres de Juan Sempere y Guarinos: *Ensayo de una Biblioteca de autores del reinado de Carlos III,* Madrid, Gredos, 1969 et Valladolid, Consellería de Educación y Cultura, 1997, *Historia de los vínculos y mayorazgos, estudio preliminar de Juan Rico Giménez, prólogo de Antonio Gil Olcina*, Alicante, Instituto de Cultura Juan Gil-Albert, 1990 et *Consideraciones sobre las causas de la grandeza y de la decadencia de la monarquía española, traducción, estudio preliminar y notas de Juan Rico Giménez*, Alicante, Instituto de Cultura Juan Gil-Albert, 1998 et *Historia del lujo y de las leyes suntuarias de España,* edición a cargo de Juan Rico Jiménez, Valencia, Edicions Alfons Magnànim, 2000 (t. I), ainsi que des satires et pamphlets de Miñano pendant le Trienat Liberal ont été édités par Claude Morange: Miñano, Sebastián de, *Sátiras y panfletos del Trienio Liberal (1820-1823), selección, presentación y notas de Claude Morange*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1994.

30 María Elenas Arenas Cruz, *Pedro Estala. Vida y obra. Una aproximación,* Madrid, CSIC, 2003.

31 Rafael Fernandez Sirvent, *Biografía de Francisco Amorós y Ondeano (1770-1848),* thèse de doctorat soutenue à l'Université d'Alicante, 2004 (texte dactylographié).

d'une thèse qui sera prochainement présentée à l'Université Nationale Espagnole à Distance (l'UNED, dont le siège est à Madrid) par M. José María Cuervo qui a déjà donné un aperçu prometteur de son travail dans ce qui correspond, *grosso modo*, a feu notre DEA[32]. Indubitablement, on peut maintenant analyser qui et ce que furent les *afrancesados*.

L'exil ou la mort

À la fin de juin 1813, c'est-à-dire après le désastre (pour les troupes impériales) de Vitoria, tout *afrancesado* est mort ou en exil. S'il n'a pu s'enfuir dans les fourgons de l'étranger, il a été « vigurisé » (*vigurizado*, du nom de l'intendant militaire, Viguri, le premier à avoir subi un tel châtiment). À savoir, qu'après avoir été ligoté, il a été tiré par les pieds et traîné dans les rues jusqu'à ce que mort s'en suive, comme nous le montre Goya dans deux estampes des *Désastres de la guerre*, qui représentent la même scène, mais portent des titres on ne peut plus différents : la gravure n° 2, « *Populacho* » (populace) et la suivante, « *Lo merecía* » (Il le méritait). Tous ceux qui se sont compromis notoirement avec l'occupant et n'ont pas pris la peine de le suivre quand il s'est replié auront connu un tel sort dont rien ne met à l'abri, pas même la qualité de prêtre (c'est-à-dire d'oint du Seigneur), puisqu'à Tolède (où son collègue Juan Diego Duro avait déjà été ainsi trucidé de la sorte en 1808) le chanoine Cándido Mendibil connut un tel sort[33].

Cela ne veut pas dire que tous les « *malgré nous* », les employés qui sont restés en fonction à leur poste (souvent pour de simples raisons économiques) et ont servi Joseph I comme ils avaient servi Charles IV et étaient prêts à servir Ferdinand VII aient dû prendre leurs jambes à leur cou lorsque les Français se sont retirés. Le peuple ainsi que les autorités ont généralement su faire la différence entre les coryphées de l'usurpateur et les simples exécutants. Ainsi, lorsque Joseph devra abandonner Madrid en 1812, les nouvelles autorités se contenteront de mettre à pied les employés et ecclésiastiques qui avaient servi l'Intrus,

---

32 José María Calvo Fernandez, *Tratamiento historiográfico de la figura del arzobispo Ramón José de Arce (1755-1844),* UNED, 2003 (texte dactylographié).

33 Juan Antonio Llorente, *Noticia biográfica de d. Juan Antonio Llorente o Memorias para la historia de su vida escritas por sí mismo*, Paris, imprenta de A. Bobé, 1818, p. 213, (p. 151 de l'édition réalisée par Antonio Márquez, *op. cit.*) et *Defensa canónica y política de don Juan Antonio Llorente contra injustas acusaciones de fingidos crímenes. Es trascendental en varios puntos al mayor número de Españoles refugiados en Francia*, Paris, imprenta del señor Plassan, 1816, p. 111.

sans exercer contre eux d'autres représailles[34]. Et encore cette mesure ne dut pas être appliquée très rigoureusement, puisque, quelques mois plus tard, après s'être réinstallé dans Madrid, Joseph demandera à tous ceux qui étaient restés en fonction pendant l'occupation de la capitale de prêter serment qu'ils ne l'avaient fait que par souci de l'intérêt général[35]. Et même quand, après la restauration de Ferdinand VII, tous les employés restés en poste sous Joseph seront soumis à un procès d'épuration, on ne se montrera guère rigoureux : même Goya, qui avait été décoré de l'Ordre Royal d'Espagne (le substitut espagnol de la Légion d'Honneur) et avait participé à une commission destinée à fournir à l'Empereur 50 des meilleurs tableaux de l'école espagnole s'en tira sans dommage[36].

On ne peut donc considérer comme *afrancesados* que ceux qui s'étaient notoirement engagés au côté des Français et l'expression *d'afrancesado* passif, couramment utilisée actuellement par l'historiographie espagnole est un non-sens. En revanche, dans le camp de ceux qui servirent Joseph, on opposera à des collaborateurs que l'on peut effectivement qualifier de « passifs », les *afrancesados* qui, par la prédication (Felix Amat), et les publications (Llorente, Estala, Arjona), voulurent convaincre leurs compatriotes des bienfaits que leur apporterait le gouvernement éclairé du frère de l'Empereur des Français, voire qui luttèrent pour les vaincre par les armes (comme Amorós, qui se montra particulièrement efficace dans sa lutte contre les « brigands », c'est-à-dire, les membres des *guerrillas*)[37].

Quelque 12 000 individus (plus quelques centaines de filles de joie, impitoyablement refoulées) franchirent la frontière pour trouver refuge en France. Jadis, il y a plus de trente ans, nous avions pu établir une première approche statistique portant sur 591 individus[38]. Juan López Tobar a pu travailler sur un peu plus de 4 000 personnes recensées, 4 172 pour être précis[39]. Les résultats ne sont guère différents : la plupart des réfugiés sont des employés, notamment du fisc, ce qui n'est guère étonnant (2 416 individus, dont 1 039 relevant du ministère des Finances). Viennent ensuite les militaires espagnols, qui sont au nombre de 979. Parmi eux, sans doute, des militaires « retournés » qui, après avoir été

---

34 *Gaceta de Madrid bajo la Regencia de las Españas* du lundi 7 septembre 1812, n° 11, p. 95-96.

35 *Gaceta de Madrid* du mardi 29 décembre 1812, n° 252, p. 1014.

36 Janine Baticle, *Goya. Traducción castellana de Juan Vivanco,* Barcelona, Crítica, p. 275.

37 Rafael Fernandez Sirvent, *op. cit.*, p. 115-160.

38 Gérard Dufour, « *Infidencia* et *afrancesamiento* : quelques données statistiques », *Études d'histoire et de littérature ibéro-américaines*, Paris, PUF, 1973, p. 39-53.

39 Juan Lopez Tobar, *op. cit.,* p. 46-112.

faits prisonniers, ont accepté de passer au service de Joseph plutôt que de prendre le chemin de la France pour y être mis en captivité. Cette question mériterait d'ailleurs d'être approfondie, dans la mesure où cette politique du pardon et de la main tendue aux militaires espagnols vaincus, à laquelle tenait tant Joseph, fut un objet de dérision constant pour les chefs de l'armée française qui soutenaient que le roi ne faisait ainsi qu'équiper et fournir en armes et munitions des troupes qui, à la première occasion, se retourneraient contre eux[40]. On trouve enfin, un nombre réduit (252) d'ecclésiastiques, avec un archevêque, Ramón de Arce, et son évêque coadjuteur de Saragosse, Miguel de Santander, et surtout des chanoines. Il ne faut certes pas donner à ce groupe, fort minoritaire au sein d'un clergé séculier qui comptait plus de 65 000 individus, plus d'importance qu'il ne convient. Mais la présence de ces ecclésiastiques parmi les *afrancesados* réfugiés vient opportunément rappeler que, contrairement à ce qu'a affirmé l'historiographie espagnole jusqu'à une date très récente, l'Église espagnole n'a pas unanimement prêché la croisade contre ces diables de Français hérétiques. Et qu'au contraire, au début de ce qu'on a très tôt appelé la Révolution d'Espagne, l'Église a enjoint à ses fidèles de respecter la volonté de Dieu et ses desseins impénétrables. Les prédications de Félix Amat[41], des évêques de Zamora[42], de Salamanque[43], de Guadix[44], de l'évêque auxiliaire de Saragosse, le P. Miguel de Santander[45], les délibérations du chapitre de la cathédrale de Ségovie sont là pour nous en convaincre[46]. Et surtout, l'incroyable

---

40 Ce point a été souligné dans de nombreux mémoires de militaires français, depuis le maréchal Marmont, jusqu'au capitaine de hussards de Rocca : Marmont, *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, de 1792 à 1841, imprimés sur le manuscrit original de l'auteur,* Paris, Perrotin, libraire-éditeur, 11 rue Fontaine-Molière, IV, 1857, p. 97, Général Baron de Marbot, *Mémoires*, Paris, typ. De E. Plon, Nourrit et Cie, rue Garancière 8, 1891, t. II, p. 481, et Jean de Rocca, *Mémoires sur la guerre des Français en Espagne par M. de Rocca, officier de hussards et chevalier de l'ordre de la Légion d'Honneur*, seconde édition, Paris, Gide fils, libraire rue Saint-Marc, n° 20, H. Nicolle, à la librairie stéréotype, rue de Seine, n° 12, 1814, p. 118.

41 *Gaceta de Madrid* du vendredi 17 juin 1808, n° 59, p. 583-585. Voir Higueruela del Pino, Leandro, « Don Félix Amat y el problema de su afrancesamiento », *Tres figuras del clero afrancesado*, *op. cit.*, p. 13-99.

42 *Gaceta de Madrid* du samedi 21 janvier 1809, n° 21, p. 135.

43 *Ibid.*, vendredi 3 février 1809, n° 34, p.191-192.

44 *Ibid.*, dimanche 29 mai 1808, n° 52, p. 517.

45 *Ibid.*, jeudi 30 mars 1809, n° 89, p. 411.

46 Gérard Dufour, *Un canónigo liberal exaltado en Segovia : el canónigo Santiago Sedeño y Pastor (1769-1823),* Valladolid, Universidad, Secretariado de Publicaciones, 1989, p. 23-37.

lettre circulaire adressée le 6 mai 1808, par le Conseil Suprême du Saint-Office à tous les tribunaux de l'Inquisition de veiller à ce que les fidèles respectent les troupes françaises et ne se laissent pas aller à leur encontre à des débordements inacceptables, comme cela avait été le cas de la part de la populace de Madrid quatre jours auparavant[47].

Évidemment, bon nombre de ces employés, militaires et ecclésiastiques avaient été sensibles à la ou les promotions qu'ils avaient pu obtenir du nouveau régime. Mais ce serait une erreur de ramener l'*afrancesamiento* à une seule question d'intérêts personnels. Le choix des *afrancesados* reposait sur une analyse politique réfléchie et constituait tout, sauf une erreur.

Salus populi lex esto

La soumission que les *afrancesados* manifestent à l'égard de la volonté de l'Empereur (en mai-juin 1808, avec confirmation en décembre de la même année) tient d'abord à ce qu'ils prennent pour de la lucidité. Leur foi en l'invincibilité de l'armée impériale est totale. Ils y croiront jusqu'au bout, même lorsque Joseph aura été contraint de quitter Madrid pour se replier sur Valence[48]. Ils se prendront même à rêver, pendant les Cent Jours d'une reconquête de l'Espagne[49].

Face à une armée invincible, ils ne voient pas d'autre solution que la capitulation. « *Salus populi lex esto* » devient rapidement leur maxime favorite, celle qu'ils citeront à satiété, voire hors de propos. Tout au plus tenteront-ils d'obtenir certains adoucissements au sort de leurs

---

47 « Carta de la Suprema sobre el Dos de Mayo » Archivo Histórico Nacional, Inquisición, 517 (3). reproduit in Charles H. Lea, *Historia de la Inquisición española. Traducción: Angel Alcalá y Jesús Tobío; edición y prólogo: Angel Alcalá*, Madrid, Fundación Universitaria Española, 1983, t. III, p. 991-992. (Il s'agit de la traduction de *A history of the Inquisition of Spain*, New York, Macmillan Company, 4 vol., 1906-1907.)

48 Cf. les publications de Juan Antonio Llorente: *Carta biográfica. La da a luz d. Alexandro Fernández de Ruidiaz,* Valencia, José Ferrer de Orga, 1812 ainsi que deux autres brochures qui furent d'abord imprimées par Esteban, à Valence, en 1812 et rééditées par Miedes à Saragosse en 1813 : *Observaciones sobre las dinastías de españa. Su autor el Exmo Sor. D. Juan Antonio Llorente, Consejero de Estado, Comisario general de la Santa Cruzada, Caballero Comendador de la Orden Real de España, Académico numerario de la Real Academia de la Historia y Supernumerario de la lengua española* et *Discurso sobre la opinión nacional de España acerca de la guerra con Francia. Su autor, autor el Exmo Sor. D. Juan Antonio Llorente, Consejero de Estado, Comisario general de la Santa Cruzada, Caballero Comendador de la Orden Real de España, dignidad de maestrescuelas y canónigo de la santa Iglesia primada de Toledo, etc.*

49 Gérard Dufour, *Juan Antonio Llorente en France..., op. cit.*, p. 80-82.

concitoyens. Non par une négociation diplomatique, mais en récompense de leur bonne volonté. Pour eux, leur réalisme fait merveille, puisqu'ils peuvent annoncer triomphalement que la conscription ne sera pas appliquée en Espagne et qu'il n'y a ainsi aucun risque que les Espagnols aient à se battre dans les frimas septentrionaux[50].

Une certaine idée de l'Espagne récente

Les *afrancesados* furent persuadés que leur politique de soumission avait porté leur fruit quand, en échange d'un serment de fidélité qu'il voulait massif, sincère et sans aucune restriction, l'Empereur annonça en décembre 1808 qu'il renoncerait à tout droit de conquête et à l'idée de dépecer l'Espagne en autant de gouvernements militaires qu'il y avait de royaumes. Ils durent déchanter en revanche quand le même Napoléon signa le décret impérial du 8 février 1810 qui séparait du reste de l'Espagne les provinces de Catalogne, Aragon, Navarre et Biscaye pour en faire des gouvernements militaires. Au reste, tout comme Joseph lui-même, ils se refusèrent à ce point à admettre une telle décision qu'elle ne fut jamais annoncée dans la très officielle *Gaceta de Madrid.*

C'est que ceux qui furent par la suite qualifiés de traîtres n'en avaient pas moins « une certaine idée de l'Espagne ». Alors que la résistance aux Français se manifesta spontanément sous forme d'affirmation des identités régionales au point d'en arriver à de véritables conflits d'autorités entre les diverses Juntes qui se voulaient Suprêmes, les *afrancesados* eux soutinrent toujours l'unité d'un royaume où l'on ne devait pas se proclamer catalan, valencien, asturien etc., mais où il ne devait y avoir que des Espagnols[51].

Alors que la Régence mise en place par les Cortès de Cadix fut qualifiée tantôt de Régence d'Espagne et des Indes, tantôt de Régence des Espagnes, (cette dernière formule reconnaissant explicitement le pluralisme linguistique, culturel et historique des divers royaumes qui fondaient le pays)[52], les *afrancesado*s proclamèrent toujours leur

---

50 Gérard Dufour, « Pourquoi les Espagnols prirent les armes contre Napoléon ? », *Les Espagnols et napoléon,* Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1985, p. 317-334.

51 Gérard Dufour, « Le Centralisme des *Afrancesados* » in Claude Dumas (éd.), *Nationalisme et littérature en Espagne et en Amérique latine au XIX° siècle*, Lille, Université de Lille III, 1982, p. 11-24.

52 La *Gaceta de la Regencia de España e Indias* qui fut publiée à Séville, puis à Cadix, du 13 mars 1810 au 30 décembre 1813 prit le titre de *Gaceta de la regencia de las Españas* du 1er janvier 1813 au 10 mai 1814, date de sa suppression, à l'instar de la *Gaceta de*

attachement à une Espagne « une et indivisible », et fortement centralisée. Le projet de réforme du clergé espagnol adressé à Napoléon par Juan Antonio Llorente et le plan de division de l'Espagne en départements rédigé par Amorós témoignent de la véritable fascination qu'exerça sur eux l'organisation territoriale française[53]. Pour les *afrancesados*, la régénération de l'Espagne qu'étaient censée leur apporter les Napoléon (l'Empereur et son frère Joseph) passait par une indispensable réforme des structures politico-administratives de l'État qu'ils n'attendaient nullement de Ferdinand VII. Ce n'est sans doute pas un hasard si, en 1833, la division de l'Espagne en départements fut réalisée par un ancien *afrancesado*, Javier de Burgos.

La régénération de l'Espagne par les réformes

Hommes des Lumières qui, pour la plupart avaient participé avec zèle, voire enthousiasme, à la politique éclairée qu'avait menée Manuel Godoy, les *afrancesados* furent sensibles au discours régénérationiste que leur tint Napoléon. Si la Constitution de Bayonne apporta plus de bouleversements que de réformes (à l'exception de la proclamation du principe de la liberté de la presse, qui ne fut au demeurant jamais appliquée), il n'en alla pas de même avec les quatre décrets signés par l'Empereur le 4 décembre 1808 à Chamartín, juste avant d'entrer en conquérant dans Madrid. En abolissant les droits féodaux, le Saint-Office de l'Inquisition, les deux tiers des ordres religieux, et les douanes intérieures, Napoléon suscita chez les *afrancesados* un enthousiasme qui ne manque pas d'être parfois surprenant, comme nous le verrons bientôt. Mais cet enthousiasme fut bien réel, comme le prouvent, par exemple, les abondants témoignages de satisfaction que provoqua l'annonce que le Saint-Office avait cessé d'exister. Il entraîna même une dynamique de réformes qui furent menées tambour battant dans la deuxième moitié de l'année 1809 : la suppression de tous les anciens conseils devenus inutiles par suite de la création du Conseil d'État ainsi que la suppression de la totalité des ordres religieux, tous sécularisés (le 18 août), la suppression du vœu de Saint Jacques (trois jours plus tard), l'organisation nouvelle de l'enseignement élémentaire en raison de la suppression des Petites Écoles (le 12 septembre), la création de la Bourse de Madrid et l'installation d'une chambre et d'un tribunal de commerce dans toutes les grandes villes (14 octobre), la suppression de la

---

Madrid bajo la Regencia de las Españas qui, du 19 août au 1er décembre 1812, puis du 8 juin au 31 décembre 1813, remplaça la *gaceta de Madrid.*

53 Gérard Dufour, « Le Centralisme des *Afrancesados* », *op. cit.*

peine de mort par pendaison et le droit pour tout à chacun d'être exécuté au moyen du *garrote* (19 du même mois), la création des lycées (le 26), l'interdiction des tribunaux ecclésiastiques (le 16 décembre), la création d'un musée national (le 20) et la suppression de l'obligation d'avoir recours à Rome en matière de dispenses matrimoniales (le 24)[54]. Le tout, tandis que l'on procédait à la vente des biens curieusement qualifiés de supprimés (*bienes suprimidos*), c'est-à-dire à la vente des biens de main-morte ayant appartenu aux communautés religieuses sécularisées. Jamais sans doute l'Espagne n'aura connu des réformes aussi nombreuses, aussi importantes et en aussi peu de temps.

La peur du peuple

L'indubitable volonté de réformes des *afrancesados* leur permit même, en 1820, d'affirmer qu'au fond, mise à part sur la question de la personne du souverain, il n'y avait eu aucune divergence entre eux et les libéraux de Cadix et qu'ils avaient les uns et les autres pris les mesures nécessaires à la prospérité de leur pays[55].

En fait, en soutenant cette thèse, Juan Antonio Llorente, allait un peu vite en besogne. Les réformes voulues par les libéraux de Cadix étaient la conséquence d'un processus révolutionnaire qui avait supprimé le concept de vassal pour lui substituer celui de citoyen. Pour sa part, Napoléon avait certes supprimé les droits féodaux, mais il n'en avait pas pour autant abrogé l'article LXI de la constitution de Bayonne qui maintenait la distinction entre les trois états : le clergé (qui dans les Cortès, siégerait à la droite du souverain), la noblesse et le tiers, c'est-à-dire la structure même de l'ancien régime[56].

Loin d'accompagner une quelconque révolution, les mesures prises par le gouvernement de Joseph I étaient destinées à la prévenir. L'attitude des *afrancesados* à l'égard de l'Inquisition est des plus significatives : à Bayonne, tous les députés approuveront la représentation du membre du Conseil du Saint Office, Raimundo Ettenhard demandant à l'Empereur (qui cédera) de ne pas abroger l'Inquisition comme le prévoyait le projet

---

54 Ces diverses mesures furent annoncées dans la *Gaceta de Madrid* d'août à décembre 1809.

55 *Carta de un español liberal residente en París a otro que se halla en Madrid,* Paris, imprenta de Herman, 26 de abril de 1820, notamment p. 1-9. Cf. Gérard Dufour, *Juan Antonio Llorente en France..., op. cit*, p. 229-230.

56 *Constitución de 6 de junio de 1808*, in *Constituciones históricas. Ediciones oficiales, editadas por Ricolinage*, segunda edición, Sevilla, Publicaciones de la Universidad de Sevilla, 1994, p. 9.

de constitution soumis à l'approbation de l'Assemblée Nationale. Même Urquijo, qui jadis avait eu quelques démêlés avec le Saint-Office et devait devenir le ministre des Affaires Ecclésiastiques qui appliquerait la disposition d'abolition. Même Juan Antonio Llorente, qui passera ensuite son temps dans les archives inquisitoriales en quête de documents prouvant les abus commis par un tribunal que l'on avait toujours craint et détesté En fait, ni l'un ni l'autre n'étaient d'enthousiastes défenseurs de l'Inquisition. Mais tous deux (comme la totalité des députés) avaient été sensibles aux arguments d'Ettenhard selon qui l'Inquisition était l'instrument le plus sûr pour maintenir l'ordre et éviter toute révolution. Et ce n'est que lorsqu'ils auront compris que le Saint Office ne pouvait être un rempart contre ce peuple qu'ils abhorraient qu'ils se rallièrent à l'opinion de l'Empereur selon laquelle l'abolition du Saint Office pouvait, au moins, satisfaire les esprits éclairés[57].

Ce que craignent plus que tout les *afrancesados*, c'est l'« anarchie » c'est-à-dire la révolution qui ne manque pas de ravager un pays (comme naguère la France) dès que le peuple est livré à lui-même. Un peuple qu'ils ne nomment jamais par son simple nom, sans lui ajouter quelque épithète comme « vil », « stupide », « ignorant », « grossier », quand ils ne parlent pas de « populace » ou de « plèbe ». C'est lui et lui seul qui est responsable du sang versé : les *afrancesados* n'auront de cesse d'énoncer cette prétendue vérité dans tous leurs écrits, qu'il s'agisse des articles publiés dans la *Gaceta de Madrid*, les brochures de propagande, le théâtre, et même la poésie puisque la première ode ayant le 2 mai 1808 pour thème sera l'œuvre d'un *afrancesado* qui, une vingtaine de jours seulement après les événements, exaltera non point le sacrifice de ses compatriotes, mais l'obéissance due aux Français et dénoncera l'aveuglement d'une plèbe aveuglée par les mensonges des agents de l'Angleterre et capable des pires méfaits[58]. Parmi les partisans de Joseph, seul les membres du clergé (du moins dans leurs sermons et lettres pastorales) se gardèrent d'injurier leurs frères des classes inférieures de la société. Mais leur discours sur l'obéissance due aux desseins insondables de la Providence ne différait guère sur le fond : le peuple se devait de rester à l'écart de la politique, et rester à sa place, c'est-à-dire, continuer à n'être « rien ».

Pour les *afrancesados*, tout était susceptible de réformes, sauf l'ordre social, qui, lui, devait être immuable. En cela, ils ne différaient guère de ceux qui, à Cadix, défendirent la monarchie absolue, ceux que l'on

---

57 Gérard Dufour, « Napoleón y la Inquisición española », *Historia 16*, n° 171, p. 17-22.

58 Christian Demange, *El Dos de Mayo. Mito y fiesta nacional (1808-1958)*, Madrid, Marcial Pons Historia- Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2004, p. 35-36.

appela les *serviles*. Quand Ferdinand VII aura foulé aux pieds l'œuvre constitutionnelle des Cortès, certains *afrancesados,* comme Juan Antonio Llorente, n'hésiteront pas à affirmer qu'à défaut d'avoir été fidèles à sa personne, du moins lui avaient-ils sauvé son trône. À défaut d'être adroit, c'était tout à fait exact[59].

Des libéraux... ma non troppo

Pendant l'exil que bon nombre d'entre eux vécut à Paris, les *afrancesados* affichèrent un libéralisme parfois ostentatoire, comme Amorós qui pendant les Cent Jours, déclara dans *Le Nain Jaune* qu'il se considérait « comme plus honoré d'être garde national de la première cité d'une nation dont *César est le premier citoyen* » que « conseiller d'État, ministre ou colonel dans un royaume de moines et d'inquisiteurs »[60]. Tout les poussait effectivement vers les libéraux français : leur situation similaire à celle des demi-soldes, le fait d'être victimes de l'arbitraire d'un Bourbon en Espagne et à l'hostilité en France des plus exaltés des ultra-royalistes, comme Clausel de Coussergues qui en 1816, réclama à la Chambre des Députés la suppression des secours qu'ils percevaient du gouvernement français et leur renvoi en Espagne, l'ultramontanisme que professaient tous ceux qui se voulaient plus royalistes que le roi et que ne pouvaient admettre les principaux ecclésiastiques qui avaient embrassé la cause de Joseph et avaient la plus grande influence auprès de leurs compatriotes (Arce, Llorente, Melon)[61].

Les *afrancesados* manifestèrent donc leur satisfaction quand, en mars 1820, Ferdinand VII fut contraint d'accepter de renoncer à régner en monarque absolu et dût admettre le système constitutionnel élaboré par les Cortès de Cadix en 1812. L'amnistie proclamée en décembre 1820 scella (du moins officiellement) la réconciliation entre les frères ennemis d'hier, libéraux et *afrancesados.* La poignée de main échangée dans l'enceinte des Cortès en janvier 1823 entre le député libéral Alcala Galiano et l'ancien condamné à mort par la *Junta Central* pour trahison envers sa patrie l'ancien Conseiller d'État de Joseph I, Juan Antonio Llorente, qui venait d'être expulsé de France pour activités subversives, fut tout un

59 Cf. *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution d'Espagne, avec des pièces justificatives, par M. Nellerto,* [anagramme de Llorente] t. I, Paris, J. G. Dentu, 1814, p. 211. Cet ouvrage fut également publié en espagnol.

60 *Le Nain Jaune,* n° 371, 5 juin 1815, p. 284.

61 Gérard Dufour, *Juan Antonio Llorente en France..., op. cit.,* chapitre III « Contribution de Llorente à la lutte contre le concordat de 1817 », p. 163-190.

symbole de cette volonté de ne garder en mémoire que ce qui unissait les deux partis qui, naguère, s'étaient livrés un combat sans merci[62].

Malgré l'opprobre dont ils continuaient à faire généralement l'objet, et l'inéligibilité qui les frappait, les *afrancesados* ne restèrent pas à l'écart de la vie publique espagnole et firent entendre leur voix, notamment dans la presse. Avec des périodiques comme *La Miscelánea, El Imparcial, El Universal*, et surtout *El Censor* (dont la publication suscita un tel tollé parmi les libéraux « exaltés » qu'un exemplaire de son premier numéro fut brûlé dans l'une des sociétés patriotiques de Madrid, dans une sorte d'autodafé politique[63]), les *afrancesados* développèrent une véritable stratégie de contrôle de l'opinion publique qui a été excellemment étudiée par Juan López Tabar[64]. Fidèles a leur plus profonde conviction, c'est-à-dire leur extrême défiance envers le peuple, ils prêchèrent prudence et modération, rejoignant en cela les libéraux modérés, ceux qui voulaient s'en tenir à l'application de la Constitution de 1812 (les *doceañistas*), en opposition aux libéraux exaltés (*exaltados*) qui voulaient radicaliser la révolution.

Ce faisant, les *afrancesados* furent les alliés objectifs (et parfois, comme dans le cas de Miñano, les agents) des absolutistes et de Ferdinand VII. Ils en furent récompensés car, pendant la décade ignominieuse (*década ominosa,* 1824-1833), tandis que les libéraux furent impitoyablement poursuivis, bon nombre d'entre eux (comme Javier de Burgos) se virent confier des postes importants au sein de l'administration, notamment par le ministre des Finances, López Ballesteros. Comme le souligne fort justement Juan López Tabar, « leur heure était venue »[65]. Ils réalisaient ainsi ce qui leur avait été refusé en 1814 : servir le monarque, quel qu'il fût, pour la plus grande prospérité de l'État. Loin de tout libéralisme, ils étaient ce qu'ils avaient toujours été : les tenants d'un despotisme qu'ils souhaitaient éclairer de leurs lumières.

---

62 *Ibid.*, p. 357.

63 [Juan Antonio Llorente] « *Nouveau journal* » dans la rubrique « Espagne » de la *Revue Encyclopédique,* t. 8 (octobre 1820), p. 191-193

64 Juan Lopez Tobar, *op. cit*, chapitre III (3.3.2)*:* « La prensa : nucleo central de la actividad afrancesada », p. 217-262.

65 *Ibid.,* chapitre IV : « La hora de los afrancesados (1824-1833) », p. 271-353.

Exil et bannissement : mourir de quel côté des Pyrénées ?

Quand, fin juin-début juillet 1813, les *afrancesados* passèrent les Pyrénées dans les fourgons de l'armée française, ils étaient persuadés, pour la plupart, que leur absence d'Espagne serait de courte durée et que la force des armes ou l'habileté de la diplomatie leur permettrait de rentrer promptement dans leur pays. En fait, ils allaient s'installer dans un exil que le décret signé par Ferdinand VII le 30 mai 1814 devait changer en bannissement. Si l'ordonnance du 15 février 1818 mit fin à cette situation pour certains d'entre eux (les employés de l'administration et officiers de grades subalternes)[66], ce n'est que le 20 décembre 1820 qu'au terme d'un débat passionné les Cortès constitutionnelles publièrent la loi d'amnistie qui permettait aux anciens partisans de Joseph de retourner en Espagne. C'étaient trop tard pour certains, comme Meléndez Valdés et Urquijo morts tous deux en mai 1817, le premier à Montpellier et le second à Paris. Mais la perspective d'abandonner la France n'enthousiasmait plus guère bon nombre de ces réfugiés, même parmi ceux qui avaient le plus insisté entre 1814 et 1817 pour être autorisés à regagner leur pays et – par exemple – Juan Antonio Llorente, expulsé de France par la police qui le soupçonnait de comploter avec les libéraux de Madrid, vécut son retour au pays comme un second exil[67]. Certains d'entre eux hésitèrent longuement avant de se résoudre à regagner l'Espagne, comme Juan Antonio Melón qui ne le fit, apparemment, avec beaucoup de peine, qu'en septembre 1838[68]. D'autres se refusèrent à quitter le pays qui les avait accueillis et était devenu leur seconde patrie, comme Ramón de Arce ou Amorós qui moururent à Paris en 1844 et 1848. Certains même, comme l'ancien ministre Azanza, après avoir tenté de se réinstaller en Espagne, revinrent volontairement en France au bout de quelque temps[69]. On manque d'une étude d'ensemble sur ces *afrancesados* qui choisirent de finir leurs jours dans notre pays. Mais on sait en revanche que bien peu d'entre eux poussèrent l'*afrancesamiento* jusqu'à ses dernières conséquences : se faire français puisque de 1815 à 1823, seuls 89 d'entre eux (pour la plupart, des militaires) obtinrent leurs lettres de naturalisation, et que 187 d'entre eux (cette fois, essentiellement des ecclésiastiques)

---

66 *Ibid.*, p. 170-172.

67 Gérard Dufour, *Juan Antonio Llorente en France…*, *op. cit.*, chapitre V, « L'expulsion, ou l'exil du retour », p. 329-356.

68 Lettre de Juan Antonio Melón a Francisco Amorós du 1er septembre 1838 conservé le *Dictionnaire des hommes illustres et des gens que j'aime bien,* ouvrage manuscrit d'Amorós conservé à l'Archivo Municipal de Barcelona, legajo 3998-A.

69 Juan Lopez Tabor, *op. cit.*, p. 267.

reçurent l'autorisation de s'installer en France (ce qui correspond à notre actuel statut de résident privilégié)[70]. De ce qui avait fait la garde politique rapprochée de Joseph (ses ministres et conseillers d'État), seul Francisco Amorós abandonna (très tôt, en 1816) la nationalité espagnole. Traîtres envers Ferdinand VII, traîtres surtout envers le peuple espagnol qu'ils voulurent réduire au silence par le sabre et le canon, les *afrancesados* furent au moins fidèles à leur nationalité.

70 Aline Vauchelle-Haquet et Gérard Dufour, *op. cit.*, p. 32-37.